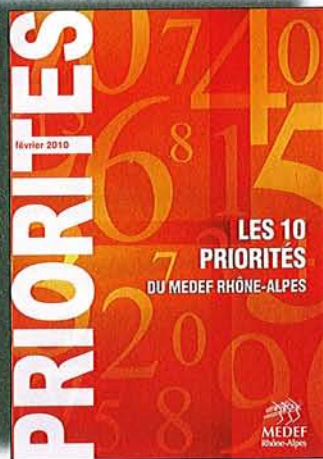


MEDEF questionneur



Le Medef Rhône-Alpes, présidé par Patrick Martin, a émis dix souhaits à l'adresse des principales têtes de listes, en vue des élections régionales des 14 et 20 mars. Ce document a été élaboré avec les huit représentations territoriales du syndicat patronal et ses vingt-trois branches professionnelles « pour que la mobilisation collective de Rhône-Alpes perdure, selon l'éditorial de M. Martin. Battons-nous ensemble pour une croissance forte et responsable ».

Ces « tables de la Loi » demandent successivement de valoriser l'excellence industrielle avec une énergie abondante fondée sur le nucléaire ainsi que sur les sources renouvelables. Il s'agit ensuite de redynamiser l'industrie régionale ; d'en renforcer la compétitivité et la force de frappe à l'international ; de lui donner un environnement propice ; d'investir dans l'économie de la connaissance en assurant la promotion de la formation en alternance, de l'apprentissage, du Droit individuel à la formation (DIF) et de la Valorisa-



Patrick Martin

tion des acquis de l'expérience (VAE) ; de faciliter l'innovation et la recherche ; de promouvoir des infrastructures et équipements, avec notamment un doublement de la capacité de l'A7 dans la vallée du Rhône et un soutien à la candidature olympique d'Annecy ; et, enfin, de développer les filières dans lesquelles la région est déjà apparue comme une « terre d'excellence ».

A nombre d'égards, le patronat régional renouvelle des thèmes très consensuels – comme ceux de la formation-recherche, de l'international, des groupes d'entreprises. A d'autres égards, il met à nouveau le doigt « là où ça fait mal » pour l'exécutif sortant présidé par le socialiste Jean-Jack Queyranne, dont différentes composantes vont aller séparément à la bataille électorale du premier tour avant, dit-

on, de faire alliance au second. Il en va ainsi de la référence insistante au nucléaire, particulièrement d'actualité, avec la construction en cours du réacteur expérimental ITER à Cadarache (Bouches-du-Rhône) ; l'irréversible démantèlement en cours de Superphénix en Isère ; et le projet de GDF-Suez d'édifier dans la vallée du Rhône un réacteur d'un nouveau type afin de se prévaloir, à l'étranger, d'une expérience d'exploitant sur son sol national.

Idem pour de grandes infrastructures, à l'encontre desquelles des défenseurs de l'environnement émettent des réserves de principe, opposés qu'ils sont à ce qu'ils jugent comme du « productivisme ». Les candidats auront-ils le temps de se prononcer avant le scrutin ou préféreront-ils « botter en touche » ?